

Strasbourg, le 6 décembre 2013
[tpvs08f_2013.docx]

T-PVS (2013) 8

CONVENTION RELATIVE A LA CONSERVATION DE LA VIE SAUVAGE
ET DU MILIEU NATUREL DE L'EUROPE

Comité permanent

33^e réunion
Strasbourg, 3-6 décembre 2013

**PROGRAMME D'ACTIVITES
ET DE BUDGET
DE LA CONVENTION DE BERNE
POUR 2014 - 2015**

*Document du Secrétariat
établi par la
Direction de la Gouvernance démocratique*

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| CYCLE BUDGETAIRE BIENNAL DU CONSEIL DE L'EUROPE | 3 |
| Contexte | 3 |
| Présentation de la procédure d'adoption du "Programme et Budget" du Conseil de l'Europe | 3 |
| Implications pour le programme d'activités de la Convention de Berne..... | 3 |
| SYNTHESE DU BILAN D'ETAPE – 2013 | 5 |
| Sujets institutionnels – Adhésion du Belarus à la Convention de Berne | 5 |
| Conservation des habitats naturels | 5 |
| 1. Zones protégées et réseaux écologiques | 5 |
| 2. Groupe de spécialistes sur le Diplôme européen des espaces protégés | 6 |
| Sauvegarde des espèces | 6 |
| 1. Groupe d'experts des espèces exotiques envahissantes..... | 6 |
| 2. Communication sur les espèces exotiques envahissantes | 6 |
| 3. Groupe d'experts des Invertébrés | 7 |
| 4. Semaine de la sauvegarde des oiseaux | 7 |
| 5. Symposium international sur le balbuzard pêcheur (<i>Pandion haliaetus</i>) | 8 |
| 6. Charte européenne sur la cueillette de champignons et la biodiversité | 8 |
| Renforcement des capacités, sensibilisation, visibilité | 8 |
| 1. Formation sur la sauvegarde des tortues marines | 8 |
| 2. Visibilité..... | 9 |
| 3. Partenariats et coopération | 9 |
| Système des dossiers | 9 |
| Contributions financières supplémentaires des Parties | 9 |
| PROJET DE PROGRAMME D'ACTIVITES ET DE BUDGET DE LA CONVENTION DE BERNE POUR 2014 | 10 |
| CALENDRIER PREVISIONNEL DES REUNIONS | 15 |

CYCLE BUDGETAIRE BIENNAL DU CONSEIL DE L'EUROPE

Contexte

Le cycle budgétaire biennal a été mis en place au Conseil de l'Europe à la suite de la réforme de l'Organisation engagée en 2011 par le Secrétaire Général. L'adoption d'un budget et d'un programme d'activités biennaux fait partie des mesures destinées à revitaliser l'Organisation en tant qu'organe politique en concentrant ses activités dans un plus petit nombre de programmes, sélectionnés pour leur plus grande valeur ajoutée et pour leurs avantages comparatifs.

Présentation de la procédure d'adoption du "Programme et Budget" du Conseil de l'Europe

Depuis 2011, l'Organisation a adopté le système de deux exercices financiers consécutifs, le "biennium". Le "Programme et Budget" du Conseil de l'Europe présente, pour chaque exercice financier du biennium, un budget général (qui comprend le "Budget ordinaire"¹) et les budgets des accords partiels et élargis.

Le Comité des Ministres examine la proposition d'activités soumise par le Secrétaire Général, y compris le bilan d'étape de l'année précédente et de l'année en cours, ainsi que les priorités stratégiques identifiées pour les deux années suivantes (N1-N2), assorties de leurs implications budgétaires.

Tout au long du processus, la proposition est également étudiée par le Comité du budget du Comité des Ministres, par un Auditeur interne chargé d'évaluer les systèmes de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance et de contribuer à leur amélioration, et par un Auditeur externe désigné par le Comité des Ministres et chargé notamment de certifier les états financiers et comptes de gestion budgétaire annuels de l'Organisation, et qui formule des observations concernant l'aspect économique, l'efficacité et l'efficacité des procédures financières. L'adoption du "Programme et Budget" par le Comité des Ministres est généralement prévue fin novembre.

Le "Programme et budget" comprend:

- ⇒ le programme d'activités pour les deux années,
- ⇒ le budget pour l'exercice N,
- ⇒ le budget provisoire pour l'exercice N+1.

Au cours de l'exercice N et jusqu'au 1er novembre, les Etats membres et le Secrétaire Général peuvent demander la réouverture du débat concernant le budget de l'exercice N+1 pour ajuster, si nécessaire, le programme aux priorités politiques.

Si aucune demande n'est faite en ce sens, le Comité des Ministres décide d'approuver le budget.

Implications pour le programme d'activités de la Convention de Berne

La Convention de Berne s'est adaptée aux exigences du programme et budget bisannuels du Conseil de l'Europe afin de garantir la mise en oeuvre efficace de son propre programme d'activités et pour des raisons de discipline budgétaire. C'est pourquoi le Comité permanent a examiné et adopté – à sa 31^e réunion – son premier Programme bisannuel d'activités, comprenant un budget pour l'exercice 2012 et un projet de budget pour l'exercice 2013. Cette année, le Comité sera invité à

¹ Le Budget ordinaire est constitué à partir des contributions des Etats membres. Le barème de ces contributions est calculé sur la base de la moyenne des statistiques annuelles de chacun des Etats membres sur leur population et leur PIB (Produit intérieur brut converti en dollars US) pour chacun des Etats membres pour la période de trois ans s'achevant 24 mois avant l'entrée en vigueur du barème. Dans les calculs, la pondération appliquée aux données sur le PIB est 5 fois plus importante que celle appliquée aux données démographiques. En 2013, le Comité des Ministres a également adopté la Résolution CM (2013) 7 concernant les "modalités financières de la participation des Etats non membres aux conventions du Conseil de l'Europe", qui prévoit la participation des Etats non membres aux frais de fonctionnement et de gestion des Conventions du Conseil de l'Europe assorties d'un mécanisme de suivi et auxquelles ils sont parties.

adopter son programme d'activités pour 2014-2015, ainsi que le budget pour 2014 et le budget provisoire pour 2015.

Notons encore que le Bureau prépare et examine le projet de programme d'activités pour la Convention de Berne avant l'adoption du Programme et Budget par le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Les montants présentés au Comité permanent sont donc estimatifs, et tiennent compte à la fois de la probable dotation octroyée à la Convention de Berne via le Budget ordinaire et de l'estimation des contributions volontaires attendues de la part des pays.

SYNTHESE DU BILAN D'ETAPE - 2013

Sujets institutionnels – Adhésion du Belarus à la Convention de Berne

Le 1^{er} juin, la Convention de Berne a salué l'adhésion du Belarus, qui est devenu sa 51^e Partie contractante. Cette nouvelle adhésion est intervenue à l'issue d'une coopération réussie et intensifiée au cours des trois dernières années, grâce à la bonne mise en oeuvre par ce pays du projet Conseil de l'Europe/Union européenne pour la mise en place du Réseau Emeraude de zones d'intérêt spécial pour la conservation. En rejoignant la famille de la Convention de Berne, le Belarus a franchi une étape concrète vers l'intégration – au plan national – en adoptant pour la sauvegarde de la nature des normes reconnues dans toute l'Europe, ce qui favorise aussi la cohérence des politiques de protection de l'environnement au plan régional.

Le Conseil de l'Europe a publié un communiqué de presse, et le Secrétariat a organisé une visite dans le pays afin de rencontrer des personnalités de haut niveau et des représentants de la société civile.



Conservation des habitats naturels

1. Zones protégées et réseaux écologiques

Le processus de constitution du Réseau Emeraude d'ici à 2020 se poursuit conformément aux étapes fixées dans le "Calendrier pour la mise en oeuvre du Réseau Emeraude 2020" et en gardant à l'esprit la réalisation, à l'horizon 2020, de l'objectif 11 d'Aichi (CDB).

Un nouveau programme commun Conseil de l'Europe/Commission Européenne, d'une durée de quatre ans, a été lancé en janvier. Il s'inscrit à la suite des travaux lancés en 2009 dans sept pays d'Europe centrale et orientale et du Caucase du sud. Une réunion de lancement a permis d'attirer l'attention des médias au mois d'avril.

Plusieurs séminaires techniques visant à renforcer les capacités dans les pays participant au processus de mise en place du Réseau Emeraude, dont les sept pays ciblés par le projet conjoint, ont été organisés. De plus, un séminaire biogéographique a été organisé en Norvège, et le Secrétariat a participé à deux réunions de coordination avec l'AEE.

633 sites proposés par la Norvège ont passé avec succès l'évaluation biogéographique de leur caractère suffisant et peuvent à présent être proposés comme des sites candidats ou, directement, pour adoption officielle comme sites Emeraude, dès que les autorités en feront la demande. L'évaluation biogéographique a permis d'identifier des lacunes dans la représentativité du réseau national actuellement proposé, et d'intensifier la recherche et la collecte de données sur certaines espèces et habitats d'importance européenne et dans certaines zones géographiques du pays.

Fin 2013, le Réseau Emeraude représente environ 1 300 sites candidats officiellement désignés répartis sur 13 pays, ainsi que 37 sites Emeraude officiellement adoptés en Suisse.

Par ailleurs, les consultations sur l'élaboration de lignes directrices concernant la gestion des sites Emeraude ont débuté cette année et se poursuivront en 2014, et les discussions sur le format des rapports se poursuivent. Parallèlement, la coopération avec l'AEE et le CMSC couvre désormais les bases de données européennes et mondiales des espaces protégés au plan national ainsi que d'autres questions techniques visant à garantir la coordination internationale et l'harmonisation des instruments utilisés.

En raison du manque de contributions, le Secrétariat n'a malheureusement pas pu organiser le suivi des activités menées au Maroc, ni lancer le processus Emeraude en Tunisie.

Concernant la constitution du Réseau écologique paneuropéen (REP), les efforts ont visé à renforcer le partenariat durable avec le Centre européen pour la conservation de la nature. Suite à la validation du Plan d'action pour le REP en 2012, le Secrétariat a lancé la préparation d'une boîte à outils sur les avantages de mettre en place des réseaux écologiques fonctionnels au niveau

paneuropéen, qui s'adresse aux parties prenantes et aux décideurs nationaux et régionaux (les niveaux décisionnels et de la réalisation).

Le Groupe d'experts des zones protégées et des réseaux écologiques a examiné la mise en œuvre du programme d'activités afférent à ces questions lors de sa 5^e réunion, qui s'est tenue à Strasbourg en septembre 2013.

2. Groupe de spécialistes sur le Diplôme européen des espaces protégés

Le Groupe de spécialistes a tenu sa réunion annuelle en mars 2013, a examiné les propositions pour le renouvellement du Diplôme européen des espaces protégés (DEEP) ainsi que les nouvelles candidatures, et a émis un avis pour offrir une assistance aux autorités de la République slovaque pour régler les difficultés persistantes auxquelles elles se sont heurtées dans la mise en œuvre des conditions et recommandations dont le dernier renouvellement du DEEP pour le Parc national de Poloniny. Suite aux initiatives du Groupe de spécialistes, les autorités ont préparé une matrice logique du projet et ont commencé à impliquer toutes les parties prenantes et les ministères concernés dans les travaux visant à améliorer la gestion du parc.

De plus, en juillet 2013, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe a adopté trois résolutions: deux sur l'octroi du Diplôme européen (à la réserve forestière de Khosrov en Arménie, et à la région des Burren en Irlande), et une sur le renouvellement du Diplôme européen en faveur du parc national de Retezat en Roumanie. Des cérémonies ont été organisées pour l'octroi du diplôme à l'Arménie et à l'Irlande. Le nombre d'espaces bénéficiant du DEEP est passé à 72.

En outre, suite à l'introduction de deux nouvelles candidatures cette année, des expertises sur les lieux ont été organisées dans la réserve naturelle des Desertas, à Madère (Portugal) et dans la réserve naturelle de Karadag, en Ukraine. Les conclusions de ces deux expertises sur les lieux seront examinées par le Groupe de spécialistes du Diplôme européen lors de sa prochaine réunion, en mars 2014.



Sauvegarde des espèces



1. Groupe d'experts des Espèces envahissantes

En 2013 les activités concernant les espèces exotiques envahissantes (EEE) ont continué de porter sur l'aide aux Etats dans la mise en oeuvre de la Stratégie européenne sur les espèces exotiques envahissantes et la prévention ou l'atténuation des impacts négatifs des EEE sur la diversité biologique de l'Europe, comme le prévoit l'objectif 9 d'Aichi. Les progrès dans l'adoption de plans nationaux d'action sur les EEE, l'élaboration de mesures de surveillance, de détection précoce, de prévention, de gestion des EEE et de lutte contre celles-ci, et de multiples initiatives des domaines de la communication, des échanges d'informations, de l'éducation et de la sensibilisation du public ont été suivis.

Le travail novateur sur les EEE de la Convention de Berne a également concerné l'analyse de différentes voies d'introduction et la rédaction d'autres conduite et lignes directrices non contraignants (notamment le Code de conduite sur la chasse et les EEE et les Lignes directrices sur les zones protégées et les EEE). Ils permettront de renforcer les efforts de collaboration des différents acteurs privés et publics dans la mise en oeuvre de la Stratégie et la diffusion des bonnes pratiques au plan national. Un nouveau projet de Code de conduite sur la pêche récréative et les EEE a aussi été présenté au Groupe.

Enfin, l'adoption prochaine par l'Union européenne de son nouveau Règlement sur les EEE renforcera le rôle de la Convention de Berne dans la promotion de l'harmonisation des normes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, et des échanges d'informations au niveau paneuropéen.



2. Communication sur les espèces exotiques envahissantes

Un atelier international sur la « Communication à propos des EEE » a été organisé à Oeiras (Portugal) en octobre, en collaboration avec l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP) et l'UICN. Il s'agissait d'améliorer la manière dont les chercheurs du domaine de la protection de l'environnement communiquent avec les médias et avec le public sur les questions complexes en rapport avec les EEE, afin que les initiatives de prévention et de lutte soient mieux comprises et soutenues par les décideurs, les acteurs économiques concernés et le grand public. La Convention a publié un document d'information proposant aux chercheurs des outils et des idées pour faciliter leurs rapports avec les médias.



3. Groupe d'experts des invertébrés

Le Groupe d'experts des Invertébrés a tenu sa 10^e réunion à Tirana, Albanie, en septembre 2013 et s'est intéressé à la mise en œuvre de la Stratégie européenne de conservation des invertébrés, et en particulier la promotion de la stratégie et la sensibilisation au niveau national. Malgré les progrès encourageants signalés par les autorités nationales en matière de connaissances et d'informations dont disposent les spécialistes sur les espèces menacées ou pour lesquelles les données sont manquantes, la réunion a souligné qu'il est important que les Parties devraient intensifier leurs efforts de développement et de promotion des politiques nationales de sauvegarde des invertébrés. Pour ce faire, il faut veiller à ce que la véritable valeur des espèces invertébrées soit pleinement reconnue dans les politiques nationales de sauvegarde, et à ce que les initiatives visant à encourager l'éducation à l'environnement et la participation des parties prenantes concernées à la mise en œuvre de telles politiques disposent du soutien nécessaire.

Le Groupe a préparé un projet de recommandation "sur "le danger des insecticides neurotoxiques pour les pollinisateurs" qui propose de restreindre sur l'ensemble du territoire de la Convention l'utilisation de 3 pesticides néonicotinoïdes et d'inviter les Parties à promouvoir la recherche sur le respect sur les abeilles mellifères et sur les pollinisateurs sauvages. Par le biais de ce projet de recommandation, le Groupe a souhaité attirer l'attention du Comité sur une problématique nouvelle à que la Convention souhaitera peut-être examiner plus attentivement.



4. Semaine de la sauvegarde des oiseaux

La Semaine de la sauvegarde des oiseaux a été organisée à Tunis par les secrétariats des conventions de Berne et de Bonn, en collaboration avec les Ministères de l'Environnement et de l'Agriculture de la Tunisie. Il s'agissait de la première initiative commune Conseil de l'Europe/CMS depuis la signature du Mémoire de coopération entre ces deux secrétariats. Trois réunions étaient au programme: tout d'abord celle du Groupe de travail nouvellement créé de la CMS sur l'atténuation des risques d'empoisonnement des oiseaux migrateurs, qui est une conséquence directe de la recommandation n° 155 (2011) du Comité permanent de la Convention de Berne; la 2^e Conférence sur la mise à mort, le piégeage et le commerce illégaux d'oiseaux sauvages (Convention de Berne); et la 4^e réunion du Groupe d'experts de la conservation des oiseaux (Convention de Berne).

La coopération entre les deux Conventions et l'organisation de manifestations consécutives ont permis d'améliorer l'assistance, d'obtenir une plus grande attention de la part des médias et de réaliser des économies.

- 2^e Conférence sur la mise à mort, le piégeage et le commerce illégaux d'oiseaux sauvages

Deux ans après la première Conférence européenne sur la mise à mort illégale d'oiseaux, qui a lancé un appel préconisant une tolérance zéro pour la mise à mort, la capture et le commerce illégaux d'oiseaux, les Parties contractantes et les Organisations observatrices auprès de la Convention de

Berne ont fait le bilan des progrès accomplis en matière de prévention de tels mauvais exemples d'extinctions provoquées par l'homme.

Un rapport d'inventaire du respect par les Parties des normes définies dans le contexte de la Convention (élaboré à partir des réponses de 19 Parties contractantes, dont l'Union européenne) révèle que – même si la plupart des Etats appliquent manifestement une tolérance zéro, il convient de renforcer la mise en œuvre des mesures concrètes évoquées dans la dernière recommandation du Comité permanent. Ainsi, des stratégies nationales de communication ont été relevées dans quelques Parties, et des connaissances et des informations sur les bonnes pratiques en matière de sensibilisation sont régulièrement échangées et des partenariats et d'autres formes de coopération ont été mises en place entre les pouvoirs publics et les parties prenantes.

Trois groupes de travail ont fait l'inventaire des lacunes et des défis qui subsistent sur les plans juridique, biologique et institutionnel, et ont élaboré un projet spécifique de Plan d'action pour résoudre les problèmes en suspens tout en franchissant une étape supplémentaire en passant de « vision » de la 1^{er} Conférence, à Larnaca (Chypre), aux « actions » préconisées à Tunis.

Une centaine de participants, y compris des représentants officiels de Jordanie et du Cameroun, ainsi que des représentants des trois accords de l'ONU sur la diversité biologique, ont assisté à cette Conférence qui était la première initiative organisée par le partenariat UICN/CDB des "Amis de l'objectif n° 12". Enfin, cette initiative a ouvert la porte à un éventuel partenariat avec INTERPOL sur les activités de prévention des crimes contre les oiseaux.

- 4^e réunion du Groupe d'experts de la conservation des oiseaux

La réunion du Groupe était une rencontre technique et pragmatique qui a permis d'importer de nombreuses questions, y compris la coopération internationale pour rendre les lignes électriques moins dangereuses pour les oiseaux, l'élaboration et la mise en œuvre de plans de rétablissement des espèces, ainsi que les nouveaux dangers que les parcs d'éoliennes font peser sur les oiseaux. Les participants ont également évalué deux plaintes qui invoquent la Convention du point de vue de la sauvegarde des oiseaux, et en transmettent au Comité permanent deux projets de recommandations concernant les lignes directrices actualisées sur les parcs d'éoliennes et les oiseaux, et le projet de Plan d'action de Tunis 2020. La réunion a été organisée par la Convention de Berne en collaboration avec BirdLife International.



5. Symposium international sur le balbuzard pêcheur (*Pandion haliaetus*)

La Convention a soutenu le colloque international sur le Balbuzard pêcheur, organisé par le Muséum des sciences naturelles d'Orléans (France) et par la "Ligue pour la protection des oiseaux" (partenaire officiel de BirdLife en France), et y a participé activement. Les communications s'adressaient aux chercheurs et aux organismes de protection de l'environnement, qui ont étudié le devenir et évalué le statut de sauvegarde de ce rapace sur notre continent. L'espèce est éteinte dans au moins 14 pays d'Europe, mais l'espèce recolonise spontanément certaines zones propices (notamment en France) et des projets de réintroduction ont été couronnés de succès (par exemple en Espagne, en Angleterre, et en Italie) et ont certainement contribué à améliorer le statut de nidification de ce rapace piscivore, au cours des 20 dernières années. Le colloque a présenté des exemples de bonnes pratiques ainsi que des actions conservatoires. Parmi les principales conclusions, il convient de noter l'élaboration d'un plan d'action paneuropéen visant à soutenir voire à rétablir les populations de ce rapace dans certains pays. Ce plan serait utile pour soutenir et valoriser les initiatives de conservation en cours dans les états membres.



6. Charte européenne sur la cueillette de champignons et la biodiversité

Le projet de Charte européenne sur la cueillette de champignons et la biodiversité a été revu suite aux consultations bilatérales avec les Parties qui ont souhaité que certaines préoccupations spécifiques soient prises en compte dans le projet de texte définitif. Un processus de consultation électronique a offert à toutes les parties la possibilité de proposer de nouveaux amendements.

Le projet définitif soumis au Comité permanent constitue donc un ensemble cohérent et complet de principes, destinés à mobiliser un grand nombre de particuliers en faveur de la sauvegarde de la diversité biologique et à les sensibiliser à l'utilisation durable de celle-ci. La Charte est également pertinente parce qu'elle couvre un groupe d'espèces qui ne figurent pas dans les listes des annexes à la Convention de Berne et qui ne sont pas protégées par la législation communautaire.

Enfin, cette Charte qui a été élaborée grâce à l'assistance technique de l'UICN, fournit à notre bon exemple des résultats qui peuvent être atteints grâce à la coopération et aux partenariats.

Renforcement des capacités, sensibilisation, visibilité



1. Formation sur la sauvegarde des tortues marines

Pour la troisième année consécutive, la Convention a parrainé la participation de deux experts nationaux au stage international de formation sur la sauvegarde des tortues marines, organisé par la Société chypriote pour la protection de la vie sauvage du 15 au 25 juillet 2013. La formation met l'accent sur la sauvegarde et la gestion des plages de ponte des tortues, la protection des œufs et des nouveau-nés contre les prédateurs, et le suivi des populations de tortues et de l'activité de nidification. Les participants sont sélectionnés sur la base de leurs intérêts et responsabilités professionnels, et jouent le rôle de multiplicateurs à l'issue de la formation parce qu'ils sont priés de partager leurs compétences nouvellement acquises avec leurs collaborateurs.

2. Visibilité

La Convention a publié des annonces spécifiques aux médias pour les occasions suivantes: la Journée internationale de la diversité biologique; l'adhésion du Belarus à la Convention de Berne; et la 2^e Conférence sur la mise à mort, le piégeage et le commerce illégaux d'oiseaux.

Le nouveau projet UE/CdE sur le Réseau Emerald et sa réunion de lancement ont fait l'objet de l'attention des médias dans les sept pays ciblés, y compris grâce à des initiatives de visibilité sur les pages internet des ministères concernés au plan national.

En outre, le Secrétariat a réorganisé le site internet de la Convention et a entrepris de refondre le site web du projet conjoint CdE/UE pour le Réseau Emerald, qui migrera vers une nouvelle plateforme en 2014.

La Convention a été mentionnée à plusieurs reprises dans le bulletin du CTE/DB de l'AEE, dans certains journaux français, suisses et tunisiens, ainsi que *The Economist*. Un article intitulé "Adapting environmental conservation legislation for an enlarged European Union: experience from the Directive Habitats" et paru dans la revue de la *Foundation for Environmental Conservation*, mentionne également l'expérience de la Convention de Berne en matière de sauvegarde des habitats grâce au Réseau Emerald. Par ailleurs, un long article sur le thème "The Habitats Directive and Bern Convention: Synergy and Dysfunction in Public International and EU Law", doit paraître dans le magazine *Georgetown International Environmental Law Review*.

Enfin, la Convention a publié cette année l'édition imprimée du Code européen de conduite sur les espèces exotiques envahissantes à l'intention des jardins botaniques.

Le Secrétariat fait également part des nouvelles informations publiées à propos de la Convention dans l'Annuaire des organisations internationales.

3. Partenariats et coopération

En 2013 la Convention a continué de promouvoir la coopération et la coordination avec d'autres parties prenantes et, plus spécifiquement, a organisé des activités conjointes ou de la coopération

avec les partenaires suivants : Union européenne, CMS, UICN, l'AEE et son CTE/DB, le PNUE-CMSC, BirdLife International, FACE, OEPP, Initiative pour les Grands carnivores, et la *Cyprus Wildlife Society*.

La Convention a repris contact avec le Secrétariat de la Convention d'ESPOO et a lancé le dialogue avec INTERPOL. Des discussions avec le CMSC sont en cours et les Secrétariats respectifs étudient s'il serait opportun de conclure un futur mémorandum de coopération sur les activités à mener en faveur de la sauvegarde des habitats.

Enfin, le Secrétariat a participé à des réunions internationales pertinentes organisées par la CDB, l'UE, la CMS et la Convention de Ramsar.

Systeme des dossiers

En 2013 la Convention a enregistré 11 nouvelles plaintes et a assuré le suivi de 18 autres plaintes déposées au cours des années antérieures.

CONTRIBUTIONS FINANCIERES SUPPLEMENTAIRES DES PARTIES

Les parties suivantes ont versé des contributions volontaires sur le compte spécial de la Convention de Berne:

Belgique (Région wallonne), Bulgarie, République Tchèque, UE, Finlande, France, Italie, Lituanie, Norvège, Serbie, République slovaque, Suisse².

² Actualisé le 6 décembre 2013

**PROJET DE PROGRAMME D'ACTIVITES ET DE BUDGET DE LA
CONVENTION DE BERNE
POUR L'ANNEE 2014**

1. Réunions des organes statutaires (Comité permanent et Bureau)

Le Comité permanent de la Convention de Berne, dont l'existence est prévue à l'article 13 de la Convention pour permettre aux Parties de se rencontrer régulièrement pour mettre au point des programmes communs et coordonnés, est un organe composé de représentants des Parties. Il assume une large part de la responsabilité du fonctionnement de la Convention et de son travail de suivi, et se réunit une fois par an.

Le Bureau du Comité permanent prend les décisions administratives et d'organisation entre les réunions du Comité permanent. Il comprend le Président/la Présidente du Comité permanent, son Vice-Président/sa Vice-Présidente, le/la Président(e) sortant(e) et deux membres supplémentaires, et est assisté par le Secrétariat.

2. Suivi et assistance aux Parties en matière de protection des espèces

Les activités prévues sous ce titre concernent l'évaluation et le relevé du statut de conservation des populations des espèces inscrites aux annexes à la Convention, l'identification des espèces menacées, la définition des processus qui affectent les pertes de la diversité biologique naturelle et la conception de modèles pour suivre de près les modifications de la vie sauvage en dehors des zones protégées. Des normes communes de gestion peuvent être proposées par le biais des plans d'action. Le suivi de l'application des Articles 5, 6, 7 et 8 de la Convention, et de la mise en oeuvre des recommandations pertinentes, devrait également être assuré par les Groupes d'experts concernés.

Ces activités peuvent directement contribuer à la réalisation des objectifs suivants d'Aichi (CDB): 1, 9, 12, 15.

3. Conservation des habitats naturels

Les activités programmées sous ce titre visent à assurer la conservation des habitats naturels et l'application de l'article 4 de la Convention, ainsi que des Résolutions (89) 1, (96) 3, (96) 4, (98) 5, (98) 6 et des Recommandations (89) 14, (89) 15 et (89) 16 du Comité permanent. L'établissement du Réseau Emeraude de zones d'intérêt spécial pour la conservation (ZISC) en Europe, et le développement du Réseau écologique paneuropéen sur les deux principaux objectifs à moyen terme des activités de la Convention dans ce domaine.

Ces activités peuvent directement contribuer à la réalisation des objectifs suivants d'Aichi (CDB): 1, 11, 12.

4. Mise en oeuvre de l'Article 3

L'article 3 de la Convention impose à toutes les Parties Contractantes l'obligation générale de prendre chacune de leur côté, des mesures en matière de conservation de la flore et de la faune sauvages et de tous les habitats naturels en général, notamment par la mise en oeuvre de politiques nationales de conservation et la promotion de l'éducation et de l'information. Par le biais de l'activité prévue sous ce titre, le Secrétariat s'efforce d'aider les parties à renforcer leurs capacités en matière de communication sur l'intérêt de la diversité biologique.

5. Suivi de sites menacés

Les activités correspondantes concernent le suivi de la mise en oeuvre des obligations de la Convention par les Parties par l'examen de dossiers et dans le cadre de la procédure de médiation. Il peut aussi s'agir d'urgences en cas d'atteinte grave à l'environnement provoquée par une catastrophe, un accident ou un conflit.

| Programme d'activités de la Convention de Berne pour 2014 | | | | | Euros |
|--|----------|---|---------------|------------------|-------------------|
| | | Budget ordinaire disponible | | | 408 000 |
| | | Coût total du programme | | | 639 613 |
| | | Total des fonds encore nécessaires | | | 231 613 |
| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 1. Organes statutaires | | | 49 544 | 30 673 | 18 871 |
| Réunion du Comité permanent (4 jours) | | | 39 144 | 20 273 | 18 871 |
| <i>Frais de séjour président/délégué/expert (moyenne : 16 experts*5 per diem)</i> | 80 | 175 | 14 000 | 10 000 | 4 000 |
| <i>Frais de voyage président/délégués/expert</i> | 16 | 470 | 7 520 | 3 500 | 4 020 |
| <i>Interprétation</i> | 8 | 2 203 | 17 624 | 6 773 | 10 851 |
| 1^{ère} réunion du Bureau (1 jour) | | | 5 200 | 5 200 | 0 |
| <i>Frais de voyage et de séjour des membres du Bureau (5 experts*1,5 per diem)</i> | 8 | 650 | 5 200 | 0 | 0 |
| <i>Interprétation</i> | pm | pm | pm | | |
| 2^e réunion du Bureau (1 jour) | | | 5 200 | 5 200 | 0 |
| <i>Frais de voyage et de séjour des membres du Bureau (5 experts*1,5 per diem)</i> | 8 | 650 | 5 200 | 0 | 0 |
| <i>Interprétation</i> | pm | pm | pm | | |

| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
|--|----------|---------------|---------------|------------------|-------------------|
| 2. Suivi et assistance aux Parties | | | 75 485 | 50 995 | 24 490 |
| <i>Mise en oeuvre de l'Article 6</i> | | | | | |
| Groupe d'experts du changement climatique (1,5 jours) | | | 13 075 | 13 075 | 0 |
| <i>Frais de voyage président/délégués/expert</i> | 10 | 470 | 4 700 | 4 700 | 0 |
| <i>Frais de séjour président/délégués/experts (10 experts*2,5 per diem)</i> | 25 | 175 | 4 375 | 4 375 | 0 |
| <i>Consultants/rapports techniques</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 0 |
| Groupe restreint sur Mise à mort illégale d'oiseaux (1 jour) | | | 10 560 | 8 510 | 2 050 |
| <i>Frais de voyage des délégués/experts</i> | 8 | 470 | 3 760 | 3 760 | 0 |
| <i>Frais de séjour les délégués/experts (8 experts*2 per diem)</i> | 16 | 175 | 2 800 | 2 000 | 800 |
| <i>Consultants/rapports techniques</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | 2 750 | 1 250 |
| Mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 de Tunis | | | 11 260 | 8 490 | 2 770 |
| <i>Frais de voyage président/délégués/experts</i> | 8 | 470 | 3 760 | 3 760 | 0 |
| <i>Frais de séjour président/délégués/experts (8 experts *2,5 per diem)</i> | 20 | 175 | 3 500 | 3 500 | 0 |
| <i>Consultants/rapports techniques</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | 1 230 | 2 770 |
| Assistance technique sur la sauvegarde des grands carnivores en Ukraine, en Pologne et en République slovaque (2 jours) | | | 10 000 | 4 000 | 6 000 |
| <i>Forfait</i> | 1 | 0 | 10 000 | 4000 | 6000 |
| Groupe restreint sur les EEE (1 jour) | | | 8 920 | 8 900 | 0 |
| <i>Frais de voyage des délégués/experts</i> | 6 | 470 | 2 820 | 2 820 | 0 |
| <i>Frais de séjour des délégués/experts (6 experts*2 per diem)</i> | 12 | 175 | 2 100 | 2 100 | 0 |
| <i>Consultants/rapports techniques</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | 4 000 | 0 |

| Dépenses | Nombre d'unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
|---|-----------------|---------------|---------------|------------------|-------------------|
| Renforcement des capacités sur la gestion des EEE | | | 8 000 | 8 000 | 0 |
| <i>Forfait</i> | 1 | 0 | 8 000 | 8000 | 0 |
| Mise en place du système de rapports en ligne | | | 13 670 | 0 | 13 670 |
| <i>Forfait</i> | | | 13 670 | 0 | 13 670 |
| <i>Bilan d'évaluation des rapports</i> | | | p.m. | 0 | p.m. |
| Dépenses | Nombre d'unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 3. Conservation des habitats naturels | | | 93 034 | 28 780 | 64 254 |
| Groupe d'experts Zones protégées et Réseaux écologiques (1,5 jours) | | | 23 706 | 19 450 | 4 254 |
| <i>Frais de voyage président/délégués/experts</i> | 12 | 470 | 5 640 | 5 240 | 440 |
| <i>Frais de séjour président/délégués/experts (12 experts*2,5 per diem)</i> | 30 | 175 | 5 250 | 5 250 | 0 |
| <i>Consultants/rapports techniques</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | 2 000 | 2 000 |
| <i>Interprétation</i> | 4 | 2 204 | 8 816 | 7 000 | 1 816 |
| Projet pilote Emeraude en Tunisie | | | 20 000 | 0 | 20 000 |
| <i>Forfait</i> | 1 | 20 000 | 20 000 | 0 | |
| 2^e Projet pilote Emeraude au Maroc | | | 40 000 | 0 | 40 000 |
| <i>Forfait</i> | 1 | 40 000 | 40 000 | 0 | |
| Groupe de spécialistes sur le DEEPA (1 jour) | | | 9 328 | 9 330 | 0 |
| <i>Frais de voyage président/délégués/experts</i> | 6 | 470 | 2 820 | 2 820 | 0 |
| <i>Frais de séjour président/délégués/experts (6 experts*2)</i> | 12 | 175 | 2 100 | 2 100 | 0 |
| <i>Interprétation</i> | 2 | 2 204 | 4 408 | 4 410 | 0 |

| Dépenses | Nombre d'unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
|---|-----------------|---------------|---------------|------------------|-------------------|
| 4. Mise en œuvre de l'Article 3 | | | 20 000 | 3 000 | 17 000 |
| Renforcement des capacités et/ou sensibilisation à l'intérêt de la biodiversité | | | 20 000 | 3 000 | 17 000 |
| <i>Forfait (formation et consultants)</i> | 1 | 12 000 | 12 000 | 3 000 | 9 000 |
| <i>Gestion de site Web (forfait)</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | 0 | 4 000 |
| <i>Publications électroniques (forfait)</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | 0 | 4 000 |
| | | | | | |
| Dépenses | Nombre d'unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 5. Suivi et conseils – sites en danger | | | 33 950 | 33 950 | 0 |
| <i>Voyages Experts</i> | 10 | 470 | 4 700 | 4 700 | 0 |
| <i>Frais de séjour des experts</i> | 30 | 175 | 5 250 | 5 250 | 0 |
| <i>Consultants/AA</i> | 12 | 2 000 | 24 000 | 24 000 | 0 |
| | | | | | |
| Dépenses | Nombre d'unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 6. Déplacements officiels des agents | | | 24 000 | 24 000 | 0 |
| <i>Frais de voyage et de séjour</i> | 16 | 1 500 | 24 000 | 24 000 | 0 |
| | | | | | |
| Dépenses | Nombre d'unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 7. Provision pour le Président | | | 3 000 | 3 000 | 0 |
| <i>Frais de voyage et de séjour (forfait)</i> | 1 | 3 000 | 3 000 | 3 000 | 0 |
| | | | | | |
| Dépenses | Nombre d'unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 8. Frais généraux | | | 35 600 | 35 600 | 0 |
| <i>Impression en interne</i> | 110 000 | 0,03 | 3 300 | 3 300 | 0 |
| <i>Affranchissement (forfait)</i> | 1 | 400 | 400 | 400 | 0 |
| <i>Préresse (forfait)</i> | 1 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 0 |
| <i>Traduction</i> | 895 | 32,85 | 29 400 | 29 400 | 0 |
| | | | | | |

| Dépenses | Nombre d'unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
|---|-----------------|---------------|----------------|------------------|-------------------|
| 9. Frais de personnel | | | 305 000 | 198 000 | 107 000 |
| Personnel permanent et frais de bureau | forfait | | 198 000 | 198 000 | 0 |
| Personnel temporaire et frais de bureau | forfait | | 107 000 | 0 | 107 000 |

Le compte spécial de la Convention de Berne sera utilisé pour couvrir les frais qui ne peuvent pas être pris en charge par le budget ordinaire du Conseil de l'Europe.

Les activités qui ne bénéficieront pas de contributions volontaires supplémentaires seront annulées ou partiellement réalisées.

Il est prévu que le Conseil de l'Europe apporte environ 408 000 € en 2014 (210 000 € pour le financement du programme d'activités, y compris les frais généraux, et 198 000 € pour les frais de personnel et de gestion de haut niveau).

CALENDRIER PREVISIONNEL DES REUNIONS

| | Réunion | Date | Lieu |
|---|---|---------------------------------|---------------|
| 1 | Groupe restreint sur les EEE | Début mars | Rome (Italie) |
| 2 | Groupe de spécialistes sur le Diplôme européen | 21 mars | Strasbourg |
| 3 | 1 ^e réunion du Bureau | 4 avril | Strasbourg |
| 4 | Groupe restreint Mise à mort illégale d'oiseaux | 19 mai | |
| 5 | Groupe d'experts du Changement climatique | 30 juin-1 ^{er} juillet | Strasbourg |
| 6 | 2 ^e réunion du Bureau | 10 septembre | Strasbourg |
| 7 | Groupe d'experts zones protégées | 11-12 septembre | Strasbourg |
| 8 | Réunion du Comité permanent | 2-5 décembre | Strasbourg |

| Programme d'activités provisionnel de la Convention de Berne pour 2015 | | | | | Euros |
|---|----------|------------------------------------|---------------|------------------|-------------------|
| | | Budget ordinaire disponible | | | 406 000 |
| | | Coût total du programme | | | 621 180 |
| | | Total des fonds nécessaires | | | 215 180 |
| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 1. Organes statutaires | | | 49 544 | 30 750 | 18 794 |
| Réunion du Comité permanent (4 jours) | | | 39 144 | 20 350 | 18 794 |
| <i>Frais de séjour président/délégués/experts (moyenne : 16 experts*5 per diem)</i> | 80 | 175 | 14 000 | 10 000 | 4 000 |
| <i>Frais de voyage président/délégués/experts</i> | 16 | 470 | 7 520 | 3 577 | 3 943 |
| <i>Interprétation</i> | 8 | 2 203 | 17 624 | 6 773 | 10 851 |
| 1^e réunion du Bureau (1 jour) | | | 5 200 | 5 200 | 0 |
| <i>Frais de voyage et de séjour des membres du Bureau (5 experts*1,5 per diem)</i> | 8 | 650 | 5 200 | 5 200 | 0 |
| <i>Interprétation</i> | pm | pm | pm | | |
| 2^e réunion du Bureau (1 jour) | | | 5 200 | 5 200 | 0 |
| <i>Frais de voyage et de séjour des membres du Bureau (5 experts*1,5 per diem)</i> | 8 | 650 | 5 200 | 5 200 | 0 |
| <i>Interprétation</i> | pm | pm | pm | | |

| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
|---|----------|---------------|---------------|------------------|-------------------|
| 2. Suivi et assistance aux Parties | | | 62 150 | 47 000 | 15 150 |
| <i>Mise en oeuvre de l'Article 6</i> | | | | | |
| Groupe d'experts des amphibiens et reptiles (1,5 jours) | | | 11 260 | 11 260 | 0 |
| <i>Frais de voyage président/délégués/experts</i> | 8 | 470 | 3 760 | | |
| <i>Frais de séjour président/délégués/experts (8 experts*2,5 per diem)</i> | 20 | 175 | 3 500 | | |
| <i>Consultants/rapports techniques</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | | |
| Groupe d'experts de la conservation des oiseaux (2 jours) | | | 19 930 | 13 340 | 6 590 |
| <i>Frais de voyage des délégués/experts</i> | 14 | 470 | 6 580 | | |
| <i>Frais de séjour des délégués/experts (3 per diem pour 14 experts)</i> | 42 | 175 | 7 350 | | |
| <i>Consultants/rapports techniques</i> | 1 | 6 000 | 6 000 | | |
| Groupe d'experts de la conservation des invertébrés (2 jours) | | | | | |
| <i>Frais de voyage des délégués/experts</i> | 10 | 470 | pm | pm | pm |
| <i>Frais de séjour des délégués/experts (3 per diem pour 10 experts)</i> | 30 | 175 | pm | pm | pm |
| Assistance technique sur la conservation des grands herbivores au Belarus (2 jours) | | | 5 000 | 5 000 | 0 |
| <i>Forfait</i> | 1 | 0 | 5 000 | | |
| Renforcement des capacités sur les grands carnivores (Pologne, République slovaque, Ukraine) | | | 10 000 | 4 000 | 6 000 |
| <i>Forfait</i> | 1 | 0 | 10 000 | 4000 | 6000 |

| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
|--|----------|---------------|---------------|------------------|-------------------|
| Groupe d'experts des EEE (2 jours) | | | 15 960 | 13 400 | 2 560 |
| <i>Frais de voyage des délégués/experts</i> | 8 | 470 | 3 760 | | |
| <i>Frais de séjour des délégués/experts (8 experts*3)</i> | 24 | 175 | 4 200 | | |
| <i>Consultants/rapports techniques</i> | 2 | 4 000 | 8 000 | | |
| | | | | | |
| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 3. Conservation des habitats naturels | | | 83 034 | 30 800 | 52 234 |
| Groupe d'experts Zones protégées et réseaux écologiques (1,5 jours) | | | 23 706 | 21 473 | 2 233 |
| <i>Frais de voyage président/délégués/experts</i> | 12 | 470 | 5 640 | | |
| <i>Frais de séjour président/délégués/experts (12 experts*2,5)</i> | 30 | 175 | 5 250 | | |
| <i>Consultants/rapports techniques</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | | |
| <i>Interprétation</i> | 4 | 2 204 | 8 816 | | |
| | | | | | |
| Projet pilote Emeraude en Tunisie | | | 30 000 | 0 | 30 000 |
| <i>Forfait</i> | 1 | 30 000 | 30 000 | | |
| | | | | | |
| 2^e Projet pilote Emeraude au Maroc | | | 20 000 | 0 | 20 000 |
| <i>Forfait</i> | 1 | 20 000 | 20 000 | | |
| | | | | | |
| Groupe de spécialistes sur le DEEPA | | | 9 328 | 9 328 | 0 |
| <i>Frais de voyage président/délégués/experts</i> | 6 | 470 | 2 820 | | |
| <i>Frais de séjour président/délégués/experts (6 experts*2 per diem)</i> | 12 | 175 | 2 100 | | |
| <i>Interprétation</i> | 2 | 2 204 | 4 408 | | |
| | | | | | |

| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
|---|----------|---------------|----------------|------------------|-------------------|
| 4. Mise en œuvre de l'Article 3 | | | 25 000 | 3 000 | 22 000 |
| Renforcement des capacités et/ou sensibilisation à l'intérêt de la biodiversité | | | 25 000 | 3 000 | 22 000 |
| <i>Forfait (formation et consultants)</i> | 1 | 15 000 | 15 000 | 3 000 | 12 000 |
| <i>Gestion de site Web (forfait)</i> | 1 | 6 000 | 6 000 | 0 | 6 000 |
| <i>Publications électroniques (forfait)</i> | 1 | 4 000 | 4 000 | 0 | 4 000 |
| | | | | | |
| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 5. Suivi et conseils – sites en danger | | | 33 950 | 33 950 | 0 |
| <i>Voyages Experts</i> | 10 | 470 | 4 700 | 4 700 | 0 |
| <i>Séjour Experts</i> | 30 | 175 | 5 250 | 5 250 | 0 |
| <i>Consultants/AA</i> | 12 | 2 000 | 24 000 | 24 000 | 0 |
| | | | | | 0 |
| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 6. Déplacements officiels des agents | | | 24 000 | 24 000 | 0 |
| | | | | | |
| <i>Frais de voyage et de séjour</i> | 16 | 1 500 | 24 000 | | 0 |
| | | | | | |
| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 7. Provision pour le Président | | | 3 000 | 3 000 | 0 |
| <i>Frais de voyage et de séjour (forfait)</i> | 1 | 3 000 | 3 000 | | 0 |
| | | | | | |
| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 8. Frais généraux | | | 35 500 | 35 500 | 0 |
| <i>Impression en interne</i> | 110 000 | 0,03 | 3 300 | 3 300 | 0 |
| <i>Affranchissement (forfait)</i> | 1 | 400 | 400 | 400 | 0 |
| <i>Préresse (forfait)</i> | 1 | 2 500 | 2 500 | 2 500 | 0 |
| <i>Traduction</i> | 892 | 32,85 | 29 300 | 29 300 | 0 |
| | | | | | |
| Dépenses | # Unités | Coût unitaire | Coût total | Total disponible | Fonds nécessaires |
| 9. Frais de personnel | | | 305 000 | 198 000 | 107 000 |
| Personnel permanent et frais de bureau | forfait | | 198 000 | 198 000 | 0 |
| Personnel temporaire et frais de bureau | forfait | | 107 000 | 0 | 107 000 |

Le compte spécial de la Convention de Berne sera utilisé pour couvrir les frais qui ne peuvent pas être pris en charge par le budget ordinaire du Conseil de l'Europe.

Les activités qui ne bénéficieront pas de contributions volontaires supplémentaires seront annulées ou partiellement réalisées.

Il est prévu que le Conseil de l'Europe apporte environ 406 000 € en 2014 (208 000 € pour le financement du programme d'activités, y compris les frais généraux, et 198 000 € pour les frais de personnel et de gestion de haut niveau).